

## Comité Technique Local du 20 JANVIER 2022 Déclaration Liminaire

Mme La Présidente du CTL, Mme La Directrice Régionale,

Comme chaque début d'année et suivant malheureusement une trajectoire de lente agonie de notre administration, ce Comité est donc consacré aux suppressions d'emplois que l'ensemble des services de la DRFIP PACA vont devoir subir à nouveau.

Les conséquences de cette politique sont de plus en plus dramatiques pour des agents désorientés, anxieux sur leur avenir et déboussolés également par ce NRP qui n'a pas fini de produire ses effets négatifs autant sur le travail que sur la qualité de notre service public.

Cette nouvelle saignée en devient même insupportable surtout qu'un dialogue de sourds est mis en place à la DGFIP depuis trop longtemps maintenant.

Les suppressions d'emplois entraînent inexorablement une réduction sans fin de notre maillage territorial sans qu'aucun état des lieux ne soit fait sur l'organisation et le fonctionnement de nos services.

Le calibrage des effectifs de la DGFIP doit ainsi suivre les économies budgétaires décidées en haut lieu sans prise en compte de l'état de santé général des agents fatigués par tant de restructurations et attaques répétées de leurs missions.

Voici le résultat de la prise en compte du mal-être au travail des agents des BDR :

109 emplois supprimés en 2021 **et en 2022 107 suppressions** dont 43 pour les redéploiements d'emplois à travers le transfert de missions.

Nous vous remercions de votre mansuétude à l'égard des agents qui se démènent sans relâche pour assumer leur travail dans des conditions de plus en plus pénibles sans oublier la charge mentale de plus en plus pesante des effets des restructurations.

Ces 2 suppressions d'emplois en moins d'une année sur l'autre pour notre département sont un effort inestimable de la DG pour la prise en compte de la souffrance au travail des agents que nous n'aurions à peine pu imaginer...Bien évidemment, nous sommes ironiques !

Après le Centre de Gestion des Retraites (CGR) qui a subi en 2021 la première délocalisation d'envergure de notre département, voilà maintenant la mission fiscale des entreprises qui va prendre de plein fouet cette nouvelle stratégie de la DGFIP consistant à déshabiller en emplois un grand département pour soi-disant reconquérir les territoires ruraux sinistrés de services publics ou renforcer à minima d'autres départements.

**Alors que l'objectif final inavoué est bel et bien de supprimer des emplois !!!**

FO DGFIP 13 mettait en garde l'année dernière que positionner des nouvelles structures dans des bassins d'emplois sinistrés ou dans des villes lointaines n'inciteraient pas des agents à suivre leur mission délocalisée.

Le constat est fait avec la forte augmentation du recrutement de contractuels partout où il y a des missions délocalisées.

Pour revenir sur notre département, les vagues successives du NRP commencées en 2021 visant à concentrer un maximum d'agents sur un même lieu avec la même mission, servent de postulat de départ à ces délocalisations tant vantées par notre Ministre.

Et nos SIE sont donc voués à une extinction progressive sur l'autel de celles-ci.

Ainsi, il est prévu de **prélever 35 emplois dans nos SIE** pour un centre de contact professionnel situé dans l'Aveyron ou pour une antenne SIE à Valence dans la Drôme.

Le contact pris avec notre syndicat FO de l'Aveyron nous certifie bien que si ces emplois ne sont pas pourvus par des agents BDR voulant suivre leur mission ou d'autres agents dans le mouvement national ou local, la direction locale procédera au recrutement de contractuels.

**FO DGFIP 13** trouve cette stratégie de la part de la DG inqualifiable pour une administration de service public comme la nôtre qui a toujours prouvé son utilité auprès des particuliers ou des entreprises NOTAMMENT durant cette crise sanitaire où les SIE ont tout fait pour répondre à la charge supplémentaire de travail induite par le fonds de solidarité !! Voilà pour remerciements ces délocalisations de leurs missions et les suppressions d'emplois qui s'ensuivent dans notre département.

Dans le même temps, **la réduction de l'offre d'accueil** s'est accélérée à l'aune du NRP et de la crise sanitaire.

La DG considère que les services en ligne sont de nature à répondre aux besoins des usagers, alors qu'en réalité les files d'attentes s'allongent auprès des guichets physiques encore ouverts. Et les collègues s'affairent comme jamais pour répondre à la demande croissante en matière d'accueil au détriment de leurs conditions de travail et de leur santé.

Nous sommes loin de votre vision vantée dans vos vœux sur l'efficacité d'une organisation territoriale dans les BDR afin de mieux répondre à l'attente forte de nos concitoyens de bénéficier d'un service public proche d'eux, simple et accessible.

**Tous les services départementaux sont à la peine Mme la Directrice**, les SGC nouvellement créés doivent s'adapter à des regroupements menés à la hussarde bouleversant les organisations existantes avec des effectifs sous calibrés au regard des charges de travail.

Les SIP exsangues ont vécu une campagne déclarative 2021 très difficile et interminable où les agents ont dû soutenir des services censés les renforcer, eux-mêmes à la peine par manque d'effectifs et de formation.

Et pour ces derniers, vous prévoyez de supprimer 32 emplois en 2022, encore une manière de bien justifier cette politique de réductions d'effectifs sans connaître véritablement le besoin des agents et des contribuables.

Quant aux services du contrôle fiscal, les « délocalisations » vont servir à les vider de leurs missions, en industrialisant les tâches pour accélérer les suppressions d'emplois.

Enfin la sphère foncière est sinistrée et nous alertons depuis des mois sur les conséquences des restructurations/fusions ayant impacté les SPF et les services du SDIF dont les anciennes équipes des CDIF ont été ventilées façon puzzle en même temps qu'elles récupéraient les missions des SIP de proximité.

Le retard accumulé sur ces services est aujourd'hui considérable et détériore gravement la qualité de service public proposé aux usagers. Les agents, même les plus expérimentés, se retrouvent complètement désemparés et abandonnés ne sachant plus comment ils vont pouvoir sortir d'une telle impasse !!

**Pour FO DGFIP**, il est inadmissible d'en arriver à une telle souffrance au travail !

Quant aux pseudos plans d'actions censés améliorer les conditions de travail, ils ne sont finalement que des pis aller pour dédouaner l'administration de ses responsabilités !

**Pour FO DGFIP**, les explications de la Direction consistant à imputer les difficultés actuelles sur le contexte conjoncturel de la crise sanitaire et le déficit de formation occultent l'impact lié aux restructurations causant aujourd'hui tant de problèmes à nos collègues.

**FO DGFIP exige l'arrêt du NRP, des restructurations et des suppressions d'emplois et exige la création des postes statutaires nécessaires à l'exercice des missions !**

**Il en va de l'avenir de notre administration.**

Devant l'aggravation des conditions de travail des agents du département et le peu de considération de notre DG sur leur sort avec ces nouvelles suppressions d'emplois, **FO DGFIP 13** ne siègera pas ce jour au CTL lors de la 2<sup>e</sup> convocation mais tient à vous exprimer le désarroi constaté de cette politique.

Mme La Présidente du CTL, nous laissons certes la chaise vide mais nous ne tenons pas à vous exonérer de votre responsabilité de la situation dramatique que nos services vivent au quotidien.

**Section Locale FO DGFIP 13, Mèl : fo.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr**